

Arrêté préfectoral n° 2025-0749 du 11 juin 2025
portant mise en demeure à l'encontre de la société TERRAGRO APPROS SAS
exploitant une activité de stockage de produits phytosanitaires
sur le territoire de la commune de Genouilly (18310),
installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet Cher
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 511-9 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

Vu le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007.1.375 du 25 avril 2007 modifié autorisant la société TERRAGRO APPROS SAS à étendre ses activités de stockage de produits phytosanitaires à GENOUILLY, au lieu-dit « les bois » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-0665 du 19 mai 2025 accordant délégation de signature à monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

Vu le courrier du 21 septembre 2021 prenant acte des modifications de l'exploitation décrites dans le dossier déposé le 3 mai 2021 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 avril 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier notifié le 12 mai 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 19 mai 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 20 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'état des stocks disponibles sur site n'est pas conforme aux attendus de l'article 7.2.1 de l'arrêté d'autorisation du site du 25 avril 2007 susvisé ;
- l'état des stocks disponibles sur site n'est pas conforme aux attendus de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (art.50) susvisé ;
- l'exploitant stocke des produits incompatibles sur une même rétention dans le bâtiment de stockage des produits phytosanitaires ,
- le plan d'opération interne (POI) du site date d'il y a plus de 3 ans et des modifications notables ont été réalisées sur le site en 2024 ;
- le site ne dispose pas de liste des EIS (éléments importants pour la sûreté) mise à jour ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.2.1, 7.6.4, 7.5.1 et 7.7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2007 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que ces manquements peuvent entraver la gestion d'une situation accidentelle, ce qui est de nature à accroître ses conséquences ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TERRAGRO APPROS de respecter les prescriptions 7.2.1, 7.6.4, 7.5.1 et 7.7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2007 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TERRAGRO APPROS de respecter l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code précité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

La société TERRAGRO APPROS SAS exploitant une activité de stockage de produits phytosanitaires sur la commune de GENOUILLY est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 modifié :

- en stockant les produits incompatibles sur des rétentions distinctes
- en produisant une consigne d'exploitation précisant les conditions de stockage des produits stockés sur le site au vu des règles d'incompatibilité.

Le délai accordé court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2

La société TERRAGRO APPROS SAS exploitant une activité de stockage de produits phytosanitaires sur la commune de GENOUILLY est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois l'article 7.2.1 de l'arrêté d'autorisation du site du 25 avril 2007 ainsi que l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :

- en présentant des états des stocks répondant aux prescriptions des arrêtés susvisés

Le délai accordé court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3

La société TERRAGRO APPROS SAS exploitant une activité de stockage de produits phytosanitaires sur la commune de GENOUILLY est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois l'article 7.7.5.2 de l'arrêté d'autorisation du site du 25 avril 2007 :

- en mettant à jour le POI tenant compte notamment des modifications des installations réalisées depuis 2021

Le délai accordé court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 4

La société TERRAGRO APPROS SAS exploitant une activité de stockage de produits phytosanitaires sur la commune de GENOUILLY est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois l'article, l'article 7.5.1 de l'arrêté d'autorisation du site du 25 avril 2007 :

- en produisant et mettant à jour la liste des EIS

Le délai accordé court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 5

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée de 5 ans.

Article 6

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1, par :

- l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 7

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TERRAGRO APPROS SAS et dont une copie sera adressée au maire de Genouilly.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé
Mohamed ABALHASSANE